

VALERIE NIQUET

Directeur du centre Asie de l'IFRI

Le Japon : quelle puissance, quelles stratégies ?

Le Japon, "acteur oublié", se trouve aujourd'hui confronté à la tentation du repli. Cette tentation résulte pour une large part des incertitudes politiques internes que Tokyo n'a pas résolues. Après Junichiro Koizumi, qui avait durant plus de cinq ans présenté une image fortement personnalisée de la puissance japonaise sur la scène internationale, Tokyo se débat à nouveau dans les conflits de clans au sein du PLD et l'absence de ligne politique claire. Trois premiers ministres se sont succédés en à peine un an et le blocage institutionnel impose l'organisation d'élections législatives anticipées. A l'inverse, en dépit du déficit de popularité du PLD, une victoire massive du nouveau parti démocrate, apparaît peu probable en raison de l'incohérence de sa composition et de l'incertitude de ses choix programmatiques.

Mais au-delà des incertitudes politiques, le Japon est en réalité confronté à l'indispensable redéfinition de son identité. Le « triangle d'airain » qui avait fait la fortune de la Japan Inc. a été – en partie – brisé par la crise des années 1990. De nouvelles attentes sociales émergent, celles des femmes par exemple, d'une partie de la jeunesse, d'un monde aujourd'hui hyper urbanisé, auquel semble mieux correspondre le discours du PDJ. Dans le même temps, le Japon s'interroge sur l'intégration des migrants, et notamment de ces Japonais de la troisième génération, venus du Brésil ou d'Amérique latine, dont les comportements et les codes sociaux n'ont plus rien de nippon, et sur celle des personnes âgées, dont le poids s'est considérablement renforcé.

Dans le même temps, économiquement, le Japon continue d'occuper une place essentielle, la seconde économie mondiale. Place d'autant plus essentielle en période de crise financière mondiale, que les institutions financières japonaises, purgées dans la douleur au cours de la « décennie perdue », sont aujourd'hui les seules à disposer de liquidités mobilisables.¹

Mais le monde dans lequel Tokyo évolue est également très incertain, paradoxalement analysé comme beaucoup plus inquiétant que pendant la guerre froide. Tokyo se perçoit comme une puissance « postmoderne », entourée d'Etats encore essentiellement « modernes », pour lesquels la tentation nationaliste demeure très présente et potentiellement dangereuse.

Cette vision presque idéale semble en partie au moins partagée à Moscou, qui voit dans le Japon un contrepoids à une puissance chinoise qui inquiète. Le Japon est décrit comme un modèle unique : une superpuissance économique non agressive dont la puissance de séduction, fondée sur le soft power au travers de l'innovation technologique, le design, la mode et les mangas, s'exerce fortement auprès de la jeunesse russe et Moscou soutient un engagement plus grand du Japon sur la scène internationale, y compris grâce à l'octroi du statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

L'une des priorités de la stratégie extérieure du Japon demeure toutefois le maintien de la stabilité en Asie alors que la Chine inquiète fortement. Face aux ambitions du régime chinois, Tokyo entretient des sentiments complexes et parfois troubles, entre la crainte, un certain mépris « historique », l'admiration devant les réussites les plus récentes et la volonté de profiter des opportunités offertes. Mais en dépit de ces opportunités en matière de coopération dans les domaines des technologies de pointe, de l'environnement, de l'expertise financière par exemple, la conclusion demeure que le Japon ne peut s'épanouir qu'en conservant une distance certaine.

La relation avec la Chine est donc aujourd'hui sans doute la relation la plus structurante pour l'ensemble de la stratégie extérieure du Japon. Elle justifie notamment l'attachement premier, essentiel et fortement souligné, aux accords de

¹ Voir par exemple les prises de part (21%) de Morgan Stanley et de la branche Europe et Asie Pacifique de Lehman Brothers.

sécurité nippo-américain, constamment définis comme une priorité, ainsi qu'à l'engagement militaire des Etats-Unis en Asie, au-delà de la « simple » question Nord coréenne.

La préservation de cet engagement de sécurité des Etats-Unis aux côtés du Japon, notamment sous la forme du parapluie nucléaire parfois contesté depuis la fin de la guerre froide, est considérée à Tokyo comme le seul moyen d'éviter le choix beaucoup plus difficile de l'acquisition d'une capacité autonome de dissuasion.

Si le débat sur la normalisation des capacités d'action militaire du Japon a considérablement évolué au travers de changements graduels dans l'interprétation de la constitution, plus faciles à mettre en œuvre qu'une véritable révision, la question de la dissuasion nucléaire, qui ne manquerait pas se poser si le Japon était confronté à la double condition du retrait des Etats-Unis et de l'émergence d'une Chine plus puissante et plus agressive, remettrait trop radicalement en cause l'identité même du Japon d'après-guerre pour pouvoir être résolue positivement.

Une telle évolution aurait par ailleurs des conséquences très négatives sur la situation stratégique en Asie, au-delà de la République populaire de Chine.

A l'inverse, l'éventualité d'une autonomisation stratégique du Japon de la tutelle américaine est perçue d'une manière très positive par la Russie qui craint au contraire une extension de l'OTAN vers l'Asie. Mais si à Moscou, la relation nippo-américaine n'est lue qu'au travers du prisme de la relation russo-américaine, à Tokyo cette relation privilégiée avec les Etats-Unis demeure déterminée par l'incertitude de la relation nippo-chinoise.

Alors que Moscou considère qu'au-delà de la question toujours non résolue des Kouriles, les relations nippo-russes se sont d'ores et déjà renforcées dans un cadre de coopération plus global autour d'intérêts communs et que la coopération économique, notamment en Sibérie orientale, devrait se renforcer, la Russie se dit favorable à la mise en place d'une organisation de sécurité collective régionale en Asie, regroupant les grands acteurs russe, japonais, coréens et chinois. Modèle qui se rapproche de la proposition russe du président Medvedev pour l'Europe.²

Mais pour Tokyo, au delà de l'importance vitale, accordée au protecteur américain, et c'est une position de politique étrangère dont le Japon veut faire sa marque, les structures multilatérales, dont une ONU réformée où le Japon, avec d'autres, trouverait toute sa place, doivent demeurer prioritaires. C'est là que le Japon veut voir l'avenir d'une sécurité renforcée, bien plus que dans les tentations de constitution de contre-alliances face à la puissance chinoise qui peuvent parfois s'exprimer.

² La Russie préside le groupe de travail sur la sécurité collective en Asie mis en place dans le cadre du dialogue à six sur la Corée du Nord.